

Yves MARGUERAT

## A LA DECOUVERTE DES ENFANTS DE LA RUE D'ABIDJAN

### Des visages et des chiffres pour les comprendre

A première vue, la situation des enfants qui vivent seuls dans les rues de la métropole ivoirienne ne paraît pas l'une des pires qui soient<sup>1</sup>. Dans la ville même, d'autres portions de la jeunesse marginalisée souffrent sans doute davantage, comme les petites bonnes surexploitées<sup>2</sup> ou les fillettes qui sacrifient leur avenir à des activités de micro-commerce aussi épuisantes que peu rémunératrices. Mais ils sont bien là, dans de nombreux quartiers de cette capitale que l'on a longtemps présentée comme la vitrine du développement de l'Afrique de l'Ouest, avec ses forces, ses faiblesses, ses illusions, ses tempêtes... Si l'on ne fait rien pour ces enfants, la situation ne peut qu'empirer. Des solutions de rechange leur sont proposées, qui enregistrent des résultats réconfortants, mais elles ne réussissent pas à tous les coups, loin de là. Il est donc important d'essayer de comprendre comment vivent ces enfants, et aussi combien ils sont et d'où ils proviennent. Pour tout cela, il est nécessaire de les approcher directement, individuellement, et aussi d'essayer de les saisir globalement, pour avoir une idée quantifiée du phénomène : il faut connaître des visages, et il faut étudier des chiffres<sup>3</sup>.

### I - LE CONTEXTE URBAIN

On ne résume pas l'énorme information disponible sur Abidjan, la ville qui a sans doute suscité le plus de publications en tout genre dans le pays le plus étudié d'Afrique sub-saharienne. Il faudrait citer trop d'excellents textes, depuis l'analyse pionnière de Jean-Marie Gibbal<sup>4</sup> sur l'insertion urbaine des immigrants ruraux (d'autant moins réussie qu'ils restaient au plus bas de l'échelle

<sup>1</sup> Voir la description qu'en a donnée naguère Fabienne Tanon : "A la rencontre des enfants d'Abidjan", *Cahier de Marjovia* n° 3, second semestre 1996, pp. 14-26 (cf. l'extrait ci-dessous en annexe, pp. 281-284). On pourra faire une comparaison avec la situation à Nairobi, l'une des plus dramatiques, dans la deuxième partie de ce rapport.

<sup>2</sup> Voir Mélanie Jacquemin : "Les petites bonnes de Côte d'Ivoire entre le village et la ville : l'exemple des jeunes migrantes du Nord-Est au travail à Abidjan", à paraître in *Jeunes marginalisées*, la revue du GREJEM, n° 2.

<sup>3</sup> La recherche dans les quartiers d'Abidjan a été faite en avril 2001. Certains contacts ont été repris lors d'une mission d'enseignement à l'Institut de criminologie de l'Université d'Abidjan en juillet 2002. Malheureusement, cette synthèse est handicapée par la perte de l'essentiel des notes de terrain. Les faits observés sont donc restitués de mémoire, en exploitant le plus possible les souvenirs personnels.

<sup>4</sup> *Citadins et villageois dans la ville africaine*. Paris, Maspéro, 1974, 398 p.

sociale), dès 1974, jusqu'à la récente présentation par François Leimdorfer et Alain Marie<sup>1</sup> des diverses formes de mutations profondes, souvent traumatisantes, que subit la société citadine actuelle, en passant, entre bien d'autres ouvrages fameux<sup>2</sup>, par la description des "petits métiers" nés de l'inventivité populaire par Abdou Touré<sup>3</sup> en 1985 et la synthèse par Marc Le Pape, en 1998, de sa longue et fine écoute de la vie quotidienne des Abidjanais pour en comprendre ce qu'il appelle, de façon très significative, "l'énergie sociale"<sup>4</sup>.

Car la "Perle des lagunes", comme disent pompeusement les dépliants touristiques, est le plus formidable creuset humain de l'Afrique de l'Ouest, là où s'élabore, bon gré mal gré, une manière de vivre toute nouvelle, sans précédents dans aucune des traditions africaines. En effet, depuis 1950, quand s'est ouvert le port en eaux profondes qui a fait subitement de la ville le moteur économique du pays, puis de tous ses voisins francophones, la croissance urbaine a été extraordinairement puissante : environ 45 000 habitants en 1945, 180 000 à l'Indépendance, 550 000 en 1970, le million au milieu des années 1970, deux millions dix ans plus tard. Ce rythme de croissance, qui s'est maintenu à plus de 10 % par an pendant plusieurs décennies, c'est-à-dire l'un des plus forts du monde, a inévitablement fini par se ralentir, surtout dans le contexte de la "conjoncture", la crise économique lancinante qui taraude la société ivoirienne depuis vingt ans. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'agglomération atteint les 3 000 000 d'habitants, alors que les grandes infrastructures nécessaires à la vie urbaine (logements, équipements, services), dont les pouvoirs publics se dessaisissent de plus en plus, sont bien loin d'avoir suivi l'essor des besoins : la qualité de la vie s'en est évidemment ressentie.

C'est aussi l'emploi, et surtout l'emploi salarié, qui fait gravement défaut, après des années de croissance rapide de l'Administration, des industries et de toutes les formes de services modernes. Outre une paupérisation globale, se sont opérées de profondes transformations des manières de travailler, ce qui a largement redistribué les cartes du jeu social. Ne prenons qu'un exemple dans les analyses de Marc Le Pape, qui a suivi sur trois périodes d'enquête (1979, 1985 et 1992) l'évolution d'un échantillon de ménages abidjanais. Au cours de ces treize années, le pourcentage des hommes effectuant un travail rémunéré a reculé de 74 % à 61 %, puis 52 %, celui des salariés stricto sensu tombant de 57 % à 29 %. L'activité rémunérée des jeunes hommes (de 15 à 25 ans) a chuté de 43 % à 23 %, puis 17 %, tandis que les femmes dans le même cas passaient de 38 % à 47 % (les jeunes filles restant stables, de 24 % à 25 %)<sup>5</sup>. Toutes ces mutations ont obligé les citoyens à inventer d'autres manières de vivre ensemble, consensuelles ou concurrentielles, qu'Alain Marie résume sous le mot "individualisation"<sup>6</sup> : de plus en plus, les hommes et les femmes, les vieux et les jeunes doivent, bon gré mal gré, chercher eux-mêmes leur voie, pour le meilleur ou pour le pire.

Cette croissance formidable de la population abidjanaise a été possible grâce à un afflux massif de migrants venus tenter leur chance dans une ville perçue comme le meilleur des ascenseurs sociaux, ce qui était largement vrai des années 1950 au début des années 1980, puis de moins en moins : innombrables sont aujourd'hui les déçus du mirage urbain<sup>7</sup>. Un caractère essentiel de ces

<sup>1</sup> *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*. Paris, Karthala, 2003, 402 p.

<sup>2</sup> On ne peut pas ne pas mentionner aussi les belles synthèses de Philippe Antoine, Alain Dubresson et Annie Manou-Savina : *Abidjan "côté cours"* (Paris, Karthala et ORSTOM, 1987, 277 p.) ou de Bernard Contamin et Harris Memel-Foté : *Le modèle ivoirien en questions* (Paris, Karthala et ORSTOM, 1997, 802 p.), et tant d'autres encore. Sur les problèmes spécifiques de la jeunesse et ses difficultés d'insertion dans le monde des adultes, voir l'élégante synthèse de François Tinel et Yvan Guichaoua : "Les jeunes : une génération à la croisée des cultures", in Georges Ph. Tapinos et al. : *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Défis démographiques et développement durable*. Paris, Karthala, 2001, 498 p. (pp. 435-470).

<sup>3</sup> *Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au secours de la "conjoncture"*. Paris, Karthala, 1985, 290 p.

<sup>4</sup> *L'Énergie sociale à Abidjan*. Paris, Karthala, 1998, 166 p.

<sup>5</sup> Ibidem, p. 90.

<sup>6</sup> Cf. A. Marie (éd.) : *Une Afrique des individus ? Itinéraires citadins dans la société contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. Paris, Karthala, 1997, 438 p.

<sup>7</sup> Au point que certains jeunes citadins lassés du chômage tentent de se réinsérer dans leur village d'origine, où ils découvrent que toutes les terres ancestrales ont été vendues par leurs pères et grands-pères, ce qui ne contribue évidemment pas à détendre l'atmosphère dans les campagnes.

flux migratoires a été, de tout temps, la grande diversité de leurs origines géographiques : non seulement la Côte d'Ivoire toute entière, la forêt comme la savane, mais aussi les pays voisins (avant tout le Burkina Faso, puis le Mali et la Guinée, secondairement le Ghana) ou un peu plus lointains (Bénin, Togo, Niger, Nigeria...), sans oublier l'Europe et l'Asie. Ensemble, ils ont fait d'Abidjan une ville spectaculairement cosmopolite. Ce brassage des hommes et des idées, des langues et des pratiques, a fait petit à petit naître un univers nouveau, mais encore bien instable : la violence des affrontements actuels, politiques et symboliques, témoigne du malaise identitaire que ressentent certains devant un tel brouillage des repères et des espoirs : aucune société ne peut se transformer aussi vite sans déchirements<sup>1</sup>.

Qui sont, que sont les Abidjanais d'aujourd'hui, et d'abord les jeunes ? Eux-mêmes sont bien en peine de le dire, surtout ceux qui sont nés (ou du moins ont été élevés) en ville, et ne savent plus grand-chose de leur univers ancestral. Dans la recomposition des images de soi, toutes les figures sont possibles, depuis le fantasme d'une "ivoirité" qui serait la garante d'une stabilité identitaire déjà perdue, jusqu'au rejet de toute tradition, disqualifiée comme "ethnique", par les jeunes *ghettomen*<sup>2</sup> en rupture avec la société et qui ne rêvent que de modernité à l'américaine.

Un autre aspect de l'atmosphère urbaine est plus difficile à cerner, et encore plus à prouver, mais qui frappe l'observateur de passage, est la démoralisation profonde de la société abidjanaise. On a l'impression que quiconque a une parcelle de pouvoir, fût-ce le simple policier, ne songe qu'à l'utiliser à son profit, pour racketter impitoyablement les plus faibles. Que dire alors des grands fauves qui se battent pour contrôler les sommets de l'Etat et ses prébendes, quitte à ruiner leur pays ? On caricaturerait à peine en concluant que la seule religion de tous est le franc CFA. L'argent permet tout, justifie tout<sup>3</sup>. Et il manque toujours tellement, même quand on en a déjà beaucoup par rapport au grand nombre de ses concitoyens...

Bien plus récentes que dans les villes latino-américaines, les inégalités sociales, de plus en plus tranchées, signifient une rupture avec la conception ancienne du monde, non pas égalitaire, certes, mais perçu comme uni par des obligations de solidarité. Il y a une génération, le ministre avait encore un frère paysan ; de nos jours la coupure se fait de plus en plus infranchissable entre les "en haut d'en haut" et les "en bas d'en bas". Cette déchirure des liens d'autrefois est ressentie de façon d'autant plus aiguë que la richesse la plus nouvelle se veut la plus ostentatoire, comme en témoignent les incroyables palais sortis de terre depuis deux décennies au quartier Riviéra. Un tel étalage des fortunes dans un pays qui s'appauvrit suscite apparemment moins de révolte que d'envie, de désir de faire la même chose. Pour l'opinion publique, et d'abord auprès des jeunes, on ne peut devenir très riche qu'en étant malhonnête, et il n'y a aucune raison de ne pas essayer d'en faire autant. Voler les riches, ce n'est que récupérer ; voler les pauvres, ce n'est que faire comme tout le monde... Cela va sans dire, cette absence de morale n'est pas le fait de tous, mais elle correspond néanmoins à l'univers mental où vivent les jeunes, en particulier ceux qui peinent à trouver leur place dans la société, et d'abord les jeunes de la rue : "Ici, tout le monde se débrouille [sous-entendu : par tous les moyens, honnêtes ou non], ou tout le monde vole, avec la vie qui est chère... Les grands frères et les tontons [les adultes] se débrouillent comme nous. Alors, pourquoi nous traitent-ils de délinquants ?", constate un enfant de la rue interrogé par Alain Sissoko<sup>4</sup>. Les adultes sont-ils vraiment en droit, avec l'exemple qu'ils donnent, de le leur reprocher ?

<sup>1</sup> Pour une synthèse courte et percutante de cette crise sociétale, voir Claudine Vidal : "Du rêve au réalisme : des citoyens sans illusions", in B. Contamin et H. Memel-Fotê : op. cit., pp. 655-665.

<sup>2</sup> Voir les films et les écrits d'Eliane de Latour, en particulier : "Métaphores familiales dans les ghettos de Côte d'Ivoire", *Autrepart* n° 18, 2001, pp. 151-167.

<sup>3</sup> On peut quand même s'étonner de l'absence de réaction de l'opinion publique devant le détournement, sous la présidence d'H. K. Bédié, des 18 milliards de francs cfa (27 millions d'euros) d'une aide européenne destinée à la réhabilitation des hôpitaux ivoiriens. Cela a soulevé une tempête à Bruxelles, à Abidjan rien. Les régimes politiques se sont succédé, l'impunité est restée.

<sup>4</sup> A. Sissoko : "Abidjan, une situation relativement bien maîtrisée ?", in Georges Héroult et Pius Adesanmi (éd.) : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*. Ibadan, IFRA, 1997, 419 p. (pp. 247-275, ici p. 263).

On l'a déjà démontré ailleurs, les enfants en rupture avec la société, ne sont pas un effet direct de la pauvreté ; ils sont le produit de la déstructuration des familles (que l'appauvrissement accélère), qui entraîne un conflit entre parents et enfants, une atmosphère de violence domestique, ouverte ou sournoise, que les plus audacieux fuiront dans les rues. Retenons ici une indication frappante dans la synthèse de Marc Le Pape : la proportion des ménages abidjanais dont le chef est une femme était en 1979 de 9 %, en 1985 de 15 % ; elle est passée en 1992 à 19 %<sup>1</sup>. Bien sûr, cet essor des familles mono-parentales n'est pas la cause immédiate du dérèglement des relations entre parents et enfants, mais il est un signe qui ne trompe pas quant aux vastes recompositions sociétales en cours. Nous le verrons, ce sont bien ces enfants en conflit avec les adultes que l'on rencontre dans les rues d'Abidjan.

## II - UNE RENCONTRE AVEC LES ENFANTS

Pour comprendre de l'intérieur le monde des enfants de la rue, je crois beaucoup à une démarche fondée sur l'empathie. Non pas aller vivre avec eux dans la rue, ce qui me serait impossible pratiquement, mais les côtoyer en les laissant vivre près de moi, pour observer leurs attitudes, leurs réactions, pour échanger spontanément au gré des conversations banales, ce qui permet de faire apparaître bien des choses auxquelles l'enquête formelle ne peut accéder. Etant toujours, par nécessité de survie, extrêmement perspicaces, ces enfants devinent très bien les motivations de leur interlocuteur adulte, et ils savent tout de suite qui vous êtes, même si vous ne les connaissez pas. Me revient ainsi en mémoire un petit mendiant éploré qui s'approche de la portière pendant que j'attends à un feu rouge, le visage ravagé par toute la détresse du monde ; il me reconnaît et, en une fraction de seconde, un immense sourire l'illumine d'une oreille à l'autre : "Ah, c'est toi !" Ce fut tout, un petit rayon de soleil pour nous deux, mais aussi quelle leçon sur leurs talents de comédien !

Généralement, les gamins acceptent volontiers le dialogue quand ils découvrent une offre d'amitié sincère. Plus exactement, ils demandent eux-mêmes, très vite, la cohabitation : "Prends-moi dans ta voiture ! Emmène-moi avec toi !" Il est clair pour eux que ce n'est que pour un moment limité, et aussi que, pendant ce temps, je prends en charge leurs besoins ordinaires (ainsi ils n'ont pas à me baratiner -ni à me voler- pour avoir de quoi manger, s'habiller ou se distraire<sup>2</sup>), enfin que je respecte leur liberté - et eux la mienne. Ils sont tellement avides de reconnaissance, d'affection, et ils sont si sympathiques, drôles, pleins de vitalité, que c'est là une démarche aussi facile que plaisante. Parfois, certains se dérobent : je pense à un adolescent de 14 ou 15 ans que j'avais repéré, en 2002, en mangeant dans la même gargote, dans le centre populaire de Cocody. Il était visible à son attitude qu'il était tout nouveau, et très peu à l'aise dans ce milieu. Interrogé par les enfants qui m'accompagnaient, il confirma qu'il n'était là que depuis quelques jours, après avoir fui un patron d'atelier trop violent. Quand, avec le responsable du foyer des Namans, nous lui avons proposé de chercher une solution pour le sortir de là, peut-être pour arriver à le réconcilier avec son patron, il a aussitôt disparu sans laisser aucune trace nulle part (donc très loin). Lui ne se plaisait pas dans la rue, dont il n'avait pas encore appris les codes. Quelle angoisse le tenaillait pour le forcer ainsi à fuir toujours plus loin ?

A vrai dire, dans la démarche empathique que je pratique avec les gamins de la rue, le seul vrai problème est de pouvoir résister au beaucoup trop grand nombre de ceux qui voudraient profiter eux aussi d'un tel moment d'échange et de fraternité avec un adulte.

Première observation, les enfants de la rue d'Abidjan parlent tous français, et même assez bien : il n'y a guère de problèmes pour se comprendre. Certes, c'est toute la ville qui parle français (alors qu'il y a trente ans, les milieux populaires parlaient dioula), faute d'un groupe culturel assez

<sup>1</sup> Op. cit., p. 90.

<sup>2</sup> Ils ne comprendraient pas que je ne partage rien avec eux, mais, comme ils gagnent pas mal d'argent dans la rue, ils ne sont pas dépendants de moi et, en me quittant, ils reprennent leurs activités habituelles comme si de rien n'était. Il n'y a que moi que cela navre, car j'ai bien sûr toujours en tête l'espoir de leur permettre de sortir de la rue pour de bon.

dominant pour imposer sa langue<sup>1</sup>, et grâce à des décennies d'efforts massifs de scolarisation. Mais c'est aussi un effet du mode de vie de ces enfants : c'est auprès des Blancs et des élites ivoiriennes qu'ils gagnent le mieux leur vie en gardant les voitures ou en mendiant et, pour cela, il faut parler un français compréhensible. Une telle facilité des communications peut cependant réserver des déconvenues : quand, pour commencer mon enquête, j'ai demandé à parler avec les enfants du Village Don-Bosco, ses responsables m'en ont aimablement regroupé une douzaine. Assis autour de la table, ils se sont volontiers mis à me raconter leur vie dans la rue, mais, de plus en plus, en parlant tous ensemble, à toute vitesse, avec de grands rires<sup>2</sup>, en surenchérissant les uns sur les autres en force de voix ; rapidement, je n'y ai plus compris grand-chose (mais cela aurait-il été très différent dans une école de la banlieue parisienne ?<sup>3</sup>). Conclusion pratique : discuter avec les enfants en petit groupe est un excellent accès à leur univers (ils peuvent ainsi évoquer les problèmes les plus douloureux sans se mettre en scène eux-mêmes), mais ils ne doivent pas être plus de trois ou quatre, et la présence d'un interprète peut être fort utile pour canaliser les interventions des uns et des autres.

Autre remarque, plus étonnante : je m'attendais, dans cette immense agglomération aux dix communes puissamment diversifiées, à trouver dans chacune d'elles une marginalité infantile spécifique, correspondant aux singularités sociales de chaque quartier. Il n'en est rien : les enfants d'Abidjan sont partout les mêmes<sup>4</sup>, et ceci pour une raison très simple : ils circulent beaucoup, à travers toute la ville, depuis la "rue Princesse" de Yopougon<sup>5</sup> jusqu'au marché de nuit de Port-Bouët en passant par le "carrefour Bracodi" ou "l'allocodrome"<sup>6</sup> de Cocody, tous les lieux de plaisir ou de passage où ils peuvent récupérer de l'argent. Alors que les enfants qui travaillent *dans* la rue ont des endroits bien précis, défendus par la force s'il le faut<sup>7</sup>, il n'y a, entre les enfants *de* la rue, ni liens fixes ni territoires appropriés, et leurs lieux de couchages sont interchangeable. Ils restent au même endroit quelques jours (quelques nuits) ou quelques mois, selon l'humeur ou selon les risques qu'ils ressentent, de la part de la police, d'un plus grand dont on se méfie ou d'une personne volée qui risque de les reconnaître...

Troisième surprise : les gosses de la rue, qui se voient offrir une réinsertion sociale par une dizaine d'institutions sérieuses<sup>8</sup> (et quelques autres qui le sont moins), repartent néanmoins volontiers dans la rue - quitte à retourner ensuite dans un autre foyer, pour de bon ou pour en repartir encore. Il semble que beaucoup d'entre eux oscillent ainsi entre rue et foyers. On trouve la preuve de cette circulation importante dans les fiches individuelles tenues par Médecins du Monde, dans son centre d'hébergement de Treichville, qui mentionnent les étapes antérieures de la vie des

<sup>1</sup> Comme c'est le cas, par exemple, à Lomé, où tout le monde, depuis les écoliers dans leur cour de récréation jusqu'aux universitaires entre eux, parle le mina : avec la plupart des enfants de la rue, je ne peux échanger qu'à travers un interprète (toujours un ancien de la rue). De même à Antananarivo, où la rue ne parle que le malgache.

<sup>2</sup> Surtout quand l'un d'eux s'est mis à raconter, en le mimant avec talent, comment, une nuit, il avait échappé à un grand qui voulait le violer et l'avait pourchassé dans la rue, tout nu, en tenant d'une main son énorme phallus. Et tout les autres de hurler de rire...

<sup>3</sup> Expérience analogue, et encore plus embarrassante, quand, il y a quelques années, j'avais visité à Montréal un centre pour jeunes délinquants, qui parlaient le pire dialecte "joual" enrichi de leur argot particulier. Eux avaient bien compris ce que je leur racontais des enfants d'Afrique, mais je ne pouvais pas afficher trop ouvertement mon incompréhension totale de ce qu'ils me répondaient. Ce qui m'a consolé, c'est que l'intellectuel québécois qui m'accompagnait n'avait rien compris lui non plus...

<sup>4</sup> A quelques nuances près, comme ceux de la gare routière d'Adjamé, décrits par Fabienne Tanon (voir ci-dessous) : des jeunes d'origine nordiste et musulmane venus à Abidjan avec l'accord de leur famille afin d'y gagner un peu d'argent. Même s'ils vivent dans la gare même et n'ont que des gains trop modestes pour réaliser leurs espoirs professionnels, leur marginalité est nettement moindre que celle des vrais gamins de la rue.

<sup>5</sup> Vaste quartier de restaurants, dancings et lieux de tous les plaisirs, moraux ou non. L'insécurité nocturne de la ville a fait qu'en général, on y passe toute la nuit à faire la fête, dans "l'ambiance" la plus débridée. Le lieu est devenu si fameux que l'expression de "rue Princesse" sert maintenant à désigner de tels endroits de plaisirs dans d'autres villes.

<sup>6</sup> Ensemble de restaurants populaires qui, le soir, servent à la foule qui s'y presse de l'*allococo* (bananes plantains frites), des poissons braisés et des poulets rôtis. Le personnel est surtout féminin, de tous âges. On y voit aussi des écoliers qui travaillent pour se payer leurs fournitures. Des jeunes, de la rue ou non, y gardent les voitures. L'atmosphère est bon enfant, et la fête bien plus sage qu'à Yopougon.

<sup>7</sup> Voir, par exemple, Christine Denot : "La vie d'Inox, l'enfant d'acier d'Abidjan" in "MARJUVIA" (Y. Marguerat et D. Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*. Paris, Fayard, 1994, 628 p. (pp. 475-491).

<sup>8</sup> Décrites ci-dessous par Roger Navarro.

enfants recueillis : sur 18 cas relevés, seuls 5 n'indiquent pas d'autre institution précédente (la plupart de ceux-ci n'ayant passé que très peu de temps dans la rue avant d'arriver) ; 4 avaient déjà vécu dans un autre centre, 8 dans deux foyers différents<sup>1</sup> et 2 dans quatre successivement... Il est vrai que toutes ces structures d'accueil sont relativement similaires, dans leur forme et dans leur esprit : les enfants ne se sentent guère dépayés en passant de l'une à l'autre, que ce soit pour choisir vraiment d'y mener une nouvelle vie ou pour les instrumentaliser brièvement<sup>2</sup>.

\*  
\* \*

Le premier gamin de la rue avec lequel je me suis lié en 2001 (on l'appellera S), alors âgé de 14 ans, était assis seul, un soir assez tard, sur la bordure de ciment qui sépare les deux chaussées d'un boulevard de Marcory. Je suis en voiture, arrêté au feu rouge à sa hauteur. Il me dit qu'il a faim et me demande 100 F cfa "pour manger". Je les lui donne. Une heure plus tard, je repasse au même carrefour. S est toujours assis au même endroit et me fait la même prière, puis rit en me reconnaissant. Je plaisante avec lui, et je conclus : "Il est très tard : c'est l'heure de rentrer chez toi. Où habites-tu ? - Dans la rue." Je suis étonné : commençant mon enquête, j'ignorais encore qu'il y avait des gamins dans ce quartier. "Dans la rue ? Où ça ? - Là-bas, un peu plus loin, au carrefour de Marcory<sup>3</sup>. - Ah bon ? Il y a des enfants qui dorment là-bas ? - Oui. - Beaucoup ? - Oui. - Cela m'intéresse. Je voudrais qu'on en parle tous les deux." Le feu passe au vert, une voiture me talonne : je dois partir. Deux ou trois jours plus tard, je suis arrêté à une station-service près de là. S m'a repéré de loin et il accourt : "Tu me reconnais ? - Mais oui. - Tu veux toujours qu'on parle ? - Bien sûr. - Je peux monter dans ta voiture ? - Monte !"

S est ainsi devenu mon guide. Il m'a été particulièrement précieux pour faire le tour des divers foyers d'accueil des enfants de la rue, car certains (le Village Don-Bosco à Koumassi, la maison des Namans à Yopougon, le foyer Akwaba à Abobo...) sont vraiment difficiles à trouver. Non seulement il connaissait l'emplacement de tous, mais aussi, à notre arrivée, il y était salué joyeusement par les pensionnaires : un grand nombre savaient son nom (ou plutôt son surnom de la rue<sup>4</sup>). Car S avait déjà vécu dans plusieurs de ces centres (il ne m'a jamais dit lesquels), et ses copains de même. L'anecdote montre bien que, malgré l'étendue de la ville, les enfants de la rue y forment un milieu assez restreint pour se connaître les uns les autres. L'itinéraire de S illustre aussi le fait que toutes les ONG ne sont pas également respectueuses des enfants : de famille musulmane pieuse<sup>5</sup>, il sait par cœur les prières chrétiennes, car il a passé quelque temps dans le foyer d'une secte protestante, qui, en réalité, cherchait moins à aider les enfants qu'à recruter des adeptes. Avec le goût de S pour sa liberté, cela n'a évidemment pas duré très longtemps. Encore une remarque à son sujet : né à Abidjan, circulant dans la ville comme un poisson dans l'eau, S se sent pleinement Ivoirien, alors que son père est Malien : je l'ai entendu dire "Vous, les étrangers" à de jeunes Togolais venus me rendre visite.

Quelque temps après S, arriva devant chez moi un groupe de trois gamins du même âge (13 à 15 ans), qui me dirent qu'ils voulaient rejoindre leur ami - ce dont S, de nature solitaire (c'est en fait

---

<sup>1</sup> Y compris les Villages d'enfants SOS d'Aboisso et d'Abidjan, structures d'accueil réservées en principe aux orphelins. Toutes les institutions d'Abidjan essuient ce genre d'échecs, en particulier le centre de sauvetage du BICE (un tiers des cas), qui privilégie avec insistance le retour rapide en famille, ce qui se révèle quelquefois inopportun, ou du moins prématuré, et reconduit de nombreux enfants à la rue.

<sup>2</sup> Il est très heureux que le BICE ait commencé à coordonner régulièrement les principales ONG qui agissent en faveur des enfants en difficulté, ce qui est toujours très délicat, sachant combien les humanitaires sont toujours passionnément attachés à leur indépendance et certains d'avoir raison.

<sup>3</sup> Celui du boulevard Giscard-d'Estaing et de la rue Pierre-et-Marie-Curie.

<sup>4</sup> A moi, il s'est tout de suite présenté sous son vrai nom.

<sup>5</sup> Son frère aîné, O, était alors élève dans une école coranique d'Anyama. Malgré leur ressemblance physique, ce jeune homme sérieux, poli, très réservé, était tout le contraire de S, perpétuellement en mouvement et en provocations multiples. Le lien entre eux était fort : c'est à lui que S confiait ses économies (une jolie somme : 16 000 F cfa, que S m'a demandé de compléter pour s'acheter un vélo). Je n'ai pas revu O en 2002, car il est devenu commerçant à San Pedro. S n'a guère la fibre mystique, mais il considère que, né musulman, il est normal pour lui de le rester.

un timide), ne se montra pas enchanté. On ajouta des nattes dans la petite maison où je logeais, mais ils commirent ensuite quelques vols aux alentours : je ne pus les garder longtemps. Leur chef, R, est une forte personnalité : intelligent, déterminé, audacieux, drôle (avec un fond d'angoisse dans le regard), très ouvert tout en étant incontestablement un filou. Si j'ai bien compris, il est "de bonne famille" : son père, cadre dans une entreprise parapublique avant son décès, voyageait souvent en avion. Par contre, sa mère (première épouse depuis longtemps séparée) vit très chichement dans une cabane en tôles de Port-Bouët (l'intérêt que, devant moi, elle a manifesté pour son fils est-il de l'amour maternel ou une tentative pour m'extorquer de l'argent ? Sans doute les deux). R dominait nettement le groupe, qui faisait toujours tout ensemble. Mais j'ai pu constater ensuite combien leur solidarité reste relative quand l'enjeu est important : c'est ainsi qu'après mon départ, R est allé tout seul négocier dans le bureau d'une ONG afin qu'on l'aide à repartir chez lui, à Man - ce qu'il a obtenu, et ce qu'il n'a pas fait<sup>1</sup>.

Avec ces enfants, j'ai pu mesurer la puissance de leurs liens avec la rue. Devant m'absenter d'Abidjan et ne voulant pas les jeter dehors, j'ai ainsi essayé de faire entrer R et sa petite bande d'abord à la Case des enfants<sup>2</sup>, puis dans le foyer des Namans, qui a été d'accord. Je vais donc les déposer à Yopougon. Deux heures plus tard, en partant pour l'aéroport, je les retrouve au carrefour de Marcory... Quand je revins en 2002, le groupe s'était dispersé, mais chacun sachant encore où sont les autres, à cheval entre les groupes de gosses de Marcory et de Cocody<sup>3</sup>. Ayant beaucoup moins d'espace pour les accueillir, je renouais surtout avec R et A, un ancien de la petite bande, l'un et l'autre toujours aussi attachants. A mon départ, nouvel échec pour faire entrer A dans un foyer : après avoir affirmé son accord pour aller à Akwaba, à l'autre bout de la ville, il a pris l'argent du taxi et il a disparu. R, lui, m'avait dit expressément : "Moi, je ne peux pas aller dans un foyer à Abidjan. Puisque tu t'occupes de jeunes au Togo, emmène-moi là-bas. J'y apprendrai un métier avec les tiens." Ce qui fut fait, à sa visible satisfaction, en convenant d'avance que, après avoir fait connaissance avec mon équipe à Lomé, il reviendrait à Abidjan afin de tenter sa chance au concours de recrutement de jeunes footballeurs d'un prestigieux club de la ville (un rêve merveilleux, bien sûr, que je ne pouvais lui refuser, même si je pensais que, faute d'entraînement, il n'avait aucune chance dans l'immense foule des candidats). Les choses se passèrent comme prévu, et, grâce à une amie qui s'y connaît en enfants de la rue, tout fut mis au point pour qu'il retourne finalement à Lomé. La veille de son départ, il s'est débrouillé pour piquer l'argent du voyage, et il a disparu. La rue avait été, à nouveau, la plus forte.

Par contre, avant mon départ de 2001, quand S m'avait dit qu'il était d'accord pour entrer au foyer Akwaba, il précisa qu'il voulait aller d'abord rendre visite à son père à Divo, à 200 km d'Abidjan. Je lui remis l'argent du voyage, sans grande illusion sur la suite. Et pourtant, il est revenu de Divo, et il est allé à Akwaba, et il y est resté, commençant l'apprentissage de la menuiserie, avant d'être remis dans sa famille. A mon retour en 2002, c'est lui qui a su me retrouver (tout se sait dans la rue, même quand on l'a quittée), plus mûr, plus serein, toujours aussi timide et encore plus débordant d'affection. Il vivait à Abobo, chez une sœur aînée, beaucoup plus âgée et très autoritaire, qui exigeait de lui toute la discipline traditionnelle : il a fallu que je plaide longuement qu'un jeune qui a vécu des années dans la rue ne redevient pas d'un coup de baguette magique un enfant docile. Mais la pédagogie des Frères des écoles chrétiennes d'Akwaba a été efficace : S est resté en famille. En 2003, devenu un jeune homme bien bâti (et toujours aussi attachant), il vit d'un petit commerce de rue intelligemment conduit, dont il partage les gains avec les siens.

Ainsi, telle qu'on peut le percevoir avec ces cas concrets, il est évident que la vie des enfants de la rue d'Abidjan ne manque pas d'attraits. Ils sont totalement libres (pas de bandes structurées) ; ils circulent à leur guise (la possibilité de changer de quartier est certainement pour eux une "soupape de sécurité" très appréciable face aux contraintes qui pourraient leur être imposées, et de

<sup>1</sup> Un an plus tard, il m'a affirmé que l'éducateur à qui l'ONG avait prudemment remis le montant du transport avait détourné l'argent. Sur le moment, j'ai eu tendance à le croire ; ce n'est plus le cas maintenant.

<sup>2</sup> Mais la responsable avait répondu -judicieusement- qu'il fallait d'abord être sûr de leur motivation, qui effectivement faisait défaut. J'avais préféré le risque d'aller trop vite à celui de manquer une occasion.

<sup>3</sup> En deux à trois ans, certains enfants n'ont pas changé de place, d'autres si : le mignon petit métis libano-ivoirien de Marcory, assez attendrissant pour mendier de façon très rentable, est maintenant devant l'église Saint-Jean de Cocody, où se flétrit rapidement dans la drogue (il semble que l'héroïne a fait son apparition parmi les gamins d'Abidjan).

même l'habitude de circuler entre les foyers d'accueil) ; ils gagnent pas mal d'argent... Quelques points noirs aussi, bien sûr : l'insécurité du lendemain, parfois la faim, toujours la saleté<sup>1</sup>, souvent le manque de soins médicaux<sup>2</sup> (mais on ne meurt pas dans la rue : un seul m'a raconté avoir vu un jeune, frappé à la tête par un autre avec un morceau de bois, en mourir le lendemain), les diluants, que beaucoup "sniffent" dans un petit flacon ou imbibés dans le tissu de leur chemisette, qu'ils remontent régulièrement à leurs narines<sup>3</sup>... Ils se plaignent aussi des homosexuels pédophiles -pas tous étrangers, loin de là- qui viennent les draguer avec leur grosse bagnole (mais serait-il vraiment si difficile à ces gosses volontaires et malins de refuser de les suivre ?). Et puis, il y a surtout la carence affective, cette détresse qui les caractérise tous, mal cachée par leur gaieté. Tous sont avides d'amitié, mais, cependant, pas tous au point d'accepter de quitter la rue, quelle que soit la qualité des structures d'accueil qui leur sont proposées.

\*  
\* \*

Un autre lieu où l'on peut facilement faire connaissance avec le monde de la rue est la plus fameuse artère commerciale du Plateau, bordée de banques, de commerces de luxe, des restaurants chics : l'avenue Chardy, qui descend en pente forte du jardin central jusqu'au "boulevard lagunaire", la voie rapide qui file au bord de l'eau vers les beaux quartiers de Cocody. Là, un pont autoroutier servait naguère de domicile à de nombreux enfants, qui pouvaient aussi mendier au feu rouge, où doivent s'arrêter les somptueuses voitures des grands de ce monde<sup>4</sup>. Sur un itinéraire aussi important (techniquement et symboliquement), ils étaient sans doute trop visibles : on y a mis bon ordre depuis quelques années. Il reste cependant des adolescents dans le bas de l'avenue Chardy, qui ne se mélangent pas avec ceux du haut, à quelques centaines de mètres. Les premiers sont plus jeunes, et restent en petites bandes, venant surtout du "Château", la carcasse en béton d'un projet d'hôpital central abandonné depuis longtemps, quelques rues plus au sud<sup>5</sup>. Le haut de l'avenue est le domaine réservé des grands qui s'imposent comme gardiens de voitures, en rendant d'ailleurs un vrai service, car, dans ce lieu des commerces les plus prestigieux de la ville, la circulation est intense toute la journée, et le parking y est toujours un casse-tête pour les automobilistes<sup>6</sup>.

Cette situation dure depuis longtemps. Dans son livre, vieux de près de vingt ans, sur les "métiers" nouvellement nés de la débrouillardise des Abidjanais quand la "conjoncture" a commencé à faire perdre l'espoir dans les emplois salariés des années fastes, le sociologue Abdou Touré, observateur très fin de la vie quotidienne abidjanaise, avait aussi interrogé les petits gardiens de voitures de l'avenue Chardy. Empruntons-lui ce dialogue avec le petit J (12 ans), rue Lecœur<sup>7</sup>.

- *"Comment as-tu eu l'idée de venir garder les voitures ?*

<sup>1</sup> Chaque fois que, arrivant tout juste de la rue, S, R ou A m'ont demandé à se doucher chez moi, le fond du bac à douche (qu'ils n'avaient évidemment pas le réflexe de nettoyer) ressemblait ensuite à un encrier.

<sup>2</sup> Dans sa thèse de médecine sur "la santé des enfants de la rue d'Abidjan" (2001), le Dr Mamadou Diomandé a observé un échantillon de 100 enfants de la rue (dont 10 % de filles), âgés de 4 à 20 ans (en moyenne : 15 ans), avec une médiane de deux ans de vie dans la rue, qu'il a contribué à soigner. 25 % d'entre eux avaient été hospitalisés au moins une fois (pour une fracture : 48 %, pour une fièvre : 44 %, une diarrhée : 8 %, etc.). 65 % ont souffert de diarrhées, 24 % de dermatoses, 17 % de fièvres, 9 % de toux, ainsi que de nombreuses maladies sexuellement transmissibles. 62 % ont une activité sexuelle régulière et 15 % occasionnelle (commencée entre 11 et 13 ans pour près de la moitié des enfants). 61 % reconnaissent consommer de l'alcool (régulièrement pour 1 sur 5), 58 % du tabac (régulièrement pour 3 sur 10), 32 % de la drogue (régulièrement pour 1 sur 4) : du cannabis seul (44 % des usagers), du diluant (34 %), du cannabis et du diluant (16 %), de la cocaïne (6 %).

<sup>3</sup> En 2003, on me dit que les plus grands, conscients des dégâts neurologiques, empêchent maintenant les petits de "sniffer", mais les drogues dures semblent avoir progressé.

<sup>4</sup> A l'époque où il était Premier ministre, A. D. Ouattara avait la réputation de faire généreusement l'aumône aux enfants et aux handicapés qui mendiaient à cet endroit.

<sup>5</sup> Je n'ai malheureusement jamais pu m'y rendre. En 2003, il a été interdit aux jeunes.

<sup>6</sup> D'autant plus que les agents de la municipalité distribuent souvent des "sabots de Denver" aux voitures mal garées. Se les faire enlever coûte moins cher "sans reçu" qu'avec un formulaire officiel, mais toujours beaucoup plus que ce que demandent les jeunes gardiens (les "namans", en nouchi, la langue des jeunes abidjanais).

<sup>7</sup> Perpendiculaire à l'avenue Chardy, à mi-hauteur.

- En venant vendre le *gnamakoudji*<sup>1</sup> au Plateau, j'ai vu des jeunes qui gardaient les voitures. Ils m'ont dit qu'ils gagnaient de l'argent, que, si les gens sont gentils, ils donnent 100 F pour garder une voiture, que, des fois, des Blancs donnent plus. (...) Le jour où ils ont [de] la chance, ils peuvent gagner chacun 1 500 F. Alors, moi aussi, je suis venu garder les voitures. (...) Des fois, je peux gagner 3 000 F, quand les Blancs donnent, ou bien les *grotos*<sup>2</sup>. Ils peuvent donner 500 F, comme ça... (...) Les jours où je n'ai pas la chance, 300 ou 400 F<sup>3</sup>...

- *Tu travailles toujours au même endroit, ou bien il t'arrive d'aller dans d'autres rues ?*

- Un jour, je vais de l'autre côté. Là-bas, [il] y a des jeunes, plus grands que moi. J'ai dit à un : "Grand frère, je suis venu surveiller [les] voitures." Il m'a dit : "Est-ce que tu me connais ? Si tu veux surveiller voitures, il faut [me] donner 500 F !" Alors, je suis revenu à ma place ici. Le premier jour que je suis venu ici, y a un qui m'a dit : "Il faut payer 200 F d'abord !" Je lui ai répondu : "Non, Grand frère, faut pas faire ça ! Nous tous, on est venu chercher [de] l'argent." Il dit : "Quoi ? Si tu fais ça, je vais te frapper tout de suite !" J'ai demandé pardon. J'ai cherché 100 F pour lui donner. Alors, il m'a laissé surveiller ici. Comme on est petits, des fois, [les grands] nous frappent. Des fois aussi, ils viennent nous dire : "Les petits frères, donnez-nous 200 ou 300 F !" Si on dit qu'on n'a rien, ils nous fouillent, et ils prennent tout ce qu'on a dans les poches. Alors, quand on les voit venir, on fuit. Ils sont en bas, là-bas ; ils surveillent voitures là-bas. Le jour [où] ils n'ont pas d'argent, ils ont des petits couteaux plats, [qu']ils prennent pour ouvrir les voitures, et puis ils volent tout ce qu'ils trouvent de bon.

- *Est-ce qu'ils volent même quand on leur confie la voiture ?*

- Non. Mais [il] y a des bandits, quand ils voient que la voiture est jolie, quand y a des trucs *façon façon* comme ça dedans, ils croient que y a l'argent, alors ils ouvrent avec leurs petits couteaux pour fouiller. En tout cas, le jour qu'ils n'ont pas trouvé l'argent, ils volent."<sup>4</sup>

De nos jours, les gardiens de voitures du Plateau sont toujours là, et même plus que jamais : il y en a partout, dans toutes les rues du quartier où il y a un minimum de trafic. Il serait à peine exagéré de dire que ce sont les mêmes qu'à l'époque des enquêtes d'Abdou Touré, de 15 ans plus âgés. Car ce sont maintenant de jeunes adultes, autour de 22-25 ans, voire sensiblement plus. Dans les années 1985, j'avais connu à Lomé un enfant de 12 ou 13 ans dont le caractère prédisait qu'il serait un dur, et un meneur redoutable. Il partit alors tenter sa chance en Côte d'Ivoire. Par la suite, à chacun de mes passages à Abidjan, je l'ai revu avenue Chardy gardant les voitures - plus exactement, chef d'un groupe d'adolescents qui gardaient pour lui : tout en bavardant avec moi, il surveillait d'un œil sa portion de rue, expédiant d'un ordre bref ses petits subordonnés courir pour prélever la dîme sur chaque voiture qui bougeait. C'était visiblement une affaire bien réglée. Avec moi, il était toujours charmant, mais c'était vraisemblablement l'un des plus dangereux des jeunes truands du coin. En 2001 et 2002, ses camarades m'ont dit qu'il était en prison (pour une grosse affaire de vol à main armée, si j'ai bien compris).

Ce sont des grands qui, actuellement, tiennent -au sens exact de l'expression- le haut du pavé dans tout ce centre-ville, où ils gagnent beaucoup d'argent (des milliers de francs par jour, dimanches exclus). C'est pourquoi ils en ont complètement évincé les petits, et asservi les rares (grands) adolescents. Je pense à un garçon de 17 ou 18 ans qui, en 2001, gardait juste en face du Centre culturel français. Ces quelques mètres de trottoir lui coûtent chaque jour un "loyer" de 500 F, dus à un "grand" ; habitant le quartier Adjamé, il lui faut aussi 320 F pour ses transports, soit 820 F de frais fixes quotidiens (repas non compris) ; je pense qu'il gagnait au moins trois fois cette somme. Même cas devant l'immeuble du siège du BICE<sup>5</sup>, où se coordonne la lutte contre l'exploitation des enfants en situation difficile : un jeune gardien du même âge, beau gaillard

<sup>1</sup> Boisson traditionnelle au gingembre, que J vend au Plateau depuis deux mois. La mère, veuve, est remariée avec un Ghanéen ("gentil", affirme J, qui ajoute : "Mais parfois il nous tape.").

<sup>2</sup> A l'origine, amant âgé et fortuné (et généreux) qui entretient une étudiante pauvre, puis tout homme riche (selon Abdou Touré).

<sup>3</sup> Il lui faut, selon l'estimation d'A. Touré, au minimum 100 F pour un repas (depuis cette époque, le pouvoir d'achat du franc cfa a diminué sensiblement). L'enfant se débrouille pour ne pas payer l'autobus grâce à sa petite taille. Sa mère ne sait pas que Jonas garde les voitures, et celui-ci lui cache ses gains : visiblement, la rupture est proche.

<sup>4</sup> A. Touré : *Les petits métiers...*, op. cit., pp. 52-54.

<sup>5</sup> Bureau international catholique de l'enfance, dont l'antenne d'Abidjan, que créait alors le RP Louis Allibe, avait déjà été le moteur du forum de Grand-Bassam de 1985.

souriant, doit remettre une partie de ses gains à un aîné, un sourd-muet dont la mine patibulaire et la largeur d'épaules doivent dissuader toute envie de lui tenir tête.

Avec cet argent, les grands du Plateau ont de quoi se louer un logement (surtout à Adjamé ou à Abobo pour ceux que je connais le mieux), quitte à s'entasser à quatre ou cinq dans une petite chambre. De ce fait, ils ne sont plus, sur le plan formel, des jeunes de la rue stricto sensu - mais on voit bien qu'ils appartiennent encore profondément au monde de la rue, dont, bien souvent, ils ne sortent que pour passer dans des gangs d'adultes ou pour échouer en prison.<sup>1</sup>

### III - UNE ESTIMATION DES EFFECTIFS

On sait combien l'évaluation du nombre des enfants de la rue est un problème délicat, technique mais aussi politique. En effet, en fonction des stratégies qu'ils visent, média, gouvernements et organisations internationales ont souvent tendance à lancer de grands chiffres (toujours ronds<sup>2</sup>), spectaculaires, mais qui ne reposent en général sur aucune enquête sérieuse, ou, au mieux, sur des amalgames sans signification. Même des chercheurs peuvent se laisser prendre à l'illusion des grands nombres. C'est ainsi que, pour l'important colloque d'Abidjan en 1997 sur "Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique"<sup>3</sup>, l'IFRA avait demandé à ses intervenants d'inclure dans leur contribution des dénombrements, présentés par des tableaux précis. A chaque fois, la déconvenue a été la même : les enquêtes ont ratissé beaucoup trop large, et ont ramené dans leurs mailles surtout des enfants *dans* la rue.

L'exposé sur Abidjan d'Alain Sissoko -par ailleurs remarquable- comporte ainsi un tableau<sup>4</sup> de la "Répartition des enfants et jeunes de la rue en fonction de la commune de résidence et du lieu de travail", selon une enquête réalisée par l'UNICEF en 1992. On y comptabilise 12 463 enfants<sup>5</sup> "en situation très difficile", dont un tiers de filles, qui exercent les divers et multiples "petits métiers" de la rue (à 68 % dans leur commune de résidence<sup>6</sup>). Il ne s'agit à l'évidence pas des enfants de la rue. Pourtant, les documents issus ultérieurement de cette publication de l'UNICEF (c'est-à-dire en général la recopiant, sans toujours citer la source) parleront ensuite, d'année en année, de 16 000 enfants, 17 000 enfants... Une autre étude, menée en 1997 par les statisticiens de l'ENSEA, arrivait à un total de 10 705 enfants des rues à Abidjan et 5 000 dans les autres villes du pays<sup>7</sup>, dont 46 % de

<sup>1</sup> En octobre 2003, ceux qui sont encore avenue Chardy me disent qu'un grand nombre des grands gardiens ont été engagés dans diverses forces armées, officielles ou non. On peut douter de la qualité de leur discipline, et aussi s'inquiéter du moment où il faudra les démobiliser et les réinsérer.

<sup>2</sup> C'est ainsi que le secteur de "l'éducation pour les enfants en situation difficile" de l'UNESCO s'est longtemps cramponné à l'affirmation de 140 millions d'enfants de la rue dans le monde (ce qui est au moins 100 fois trop). Ceci n'a quand même pas empêché la décision prise par l'UNESCO début 2003 de supprimer cette activité, pourtant discrète, peu coûteuse et utile. Ainsi, on comprend mieux les enjeux : il est impossible de mobiliser l'attention des Etats sur une question qui ne concerne qu'un pourcentage négligeable de la population mondiale. La logique purement quantitative l'emporte sur une approche ne disons pas humaine, mais tout simplement sociale.

<sup>3</sup> Actes publiés sous ce titre par G. Hérault et P. Adesanmi, op. cit.

<sup>4</sup> Ibidem, p. 252.

<sup>5</sup> Le taux de couverture étant estimé (comment ?) à 87 %, le chiffre réel aurait été 14 083 enfants, selon Olivier K. Kossonou et Antoinette A. Ayo : *Synthèse des études réalisées sur les enfants en circonstances extrêmement difficiles (enfants de/dans la rue)*, Abidjan, Ministère de la Santé et de la Protection sociale et UNICEF-Côte d'Ivoire, 1998, 98 p. multig.

<sup>6</sup> 22 % de ces enfants habitent Adjamé, 21 % Abobo, 12 % Treichville, 10 à 11 % Yopougon, Koumassi et Attécoubé, le chiffre le plus faible étant -on s'en serait douté- celui du Plateau, pur quartier d'affaires (1 %). 28 % des emplois sont localisés à Adjamé, le cœur des activités populaires, 15 % au Plateau, 13 % à Treichville, 12 % à Abobo, le minimum étant Cocody (2 %). Les mouvements les plus importants (de 200 à 500 enfants) vont d'Abobo vers le Plateau et vers Adjamé, d'Attécoubé vers Adjamé, enfin d'Adjamé et de Treichville vers le Plateau. C'est exactement la géographie de la pauvreté urbaine et de la survie populaire qui est ainsi dessinée.

<sup>7</sup> Environ 900 à Bouaké, Daloa et Yamoussoukro, 700 à Man, 600 à Korhogo. Selon cette étude, les vrais enfants de la rue seraient 374 à Abidjan (ce qui est plus raisonnable), et 32 pour les six autres grandes villes (de 13 à Yamoussoukro de 2 à Man), ce qui paraît cette fois bien trop faible, aux dires des enfants que j'ai interrogés. Il serait instructif d'en savoir plus sur les gamins des villes de l'intérieur.

filles et un tiers d'étrangers. Une troisième, commanditée cette fois par le Ministère ivoirien de la Santé<sup>1</sup>, concluait la même année à 9 500 enfants des rues<sup>2</sup>, dont seulement "16 % d'étrangers", et dont "62,5 % des parents vivent ensemble". Ce dernier chiffre suffit à montrer qu'il ne s'agit pas d'enfants de la rue (on y reviendra plus loin) ; le rapport du BICE-Allemagne qui le cite s'en étonne d'ailleurs en signalant que les enfants interrogés à leur arrivée au Centre de sauvetage du BICE au Plateau affirment, eux, provenir à 90 % de familles mono-parentales ou recomposées (ce qui est, là aussi, excessif<sup>3</sup>). Tout ceci n'a guère de crédibilité dans le domaine que nous cherchons à comprendre ici, et l'on voit bien les méfaits qu'apporte l'absence de catégories d'analyse clairement identifiées.

\*  
\* \*

La seule démarche rigoureuse qui ait été entreprise à Abidjan, et que l'on peut tenir pour un véritable modèle du genre, est celle menée en 1994-95 par le BICE et les Frères amigiens<sup>4</sup>, qui, nouveaux en Afrique, tenaient à connaître les réalités du terrain avant d'agir. Furent d'abord repérés, à travers toute la ville, 116 lieux où les enfants en rupture avec leur famille ont leurs habitudes, de jour ou de nuit. Puis, au cours de la saison sèche<sup>5</sup>, pendant plusieurs mois, les équipes d'enquête y passèrent et repassèrent, nuit après nuit, entre 22 h et 4 h du matin, car ce n'est qu'en pleine nuit que l'on peut vraiment savoir qui dort régulièrement dans les diverses cachettes des enfants coupés des adultes. Dans un premier temps, un millier d'entre eux furent présumés enfants de la rue. Les passages successifs permirent d'identifier effectivement chacun des enfants, c'est-à-dire de ne pas les comptabiliser deux fois quand ils changent de lieu, et de ne pas prendre en compte ceux qui ne faisaient qu'un passage fugace. Le résultat est éloquent : il n'y avait, au début de l'année 1995, que 229 authentiques enfants de la rue dans tout Abidjan, ville plus que deux fois millionnaire.

Un chiffre aussi faible a choqué : il allait trop à contre-courant des dogmes officiels<sup>6</sup> et des stratégies institutionnelles en usage, et c'est pour défendre le statu quo que furent lancées ces grandes enquêtes de 1997, guère convaincantes si on les regarde de près<sup>7</sup>. Pourtant, ce petit nombre des enfants vraiment en rupture (c'est-à-dire les seuls pour lesquels il faut prévoir des structures d'hébergement) n'étonnera nullement ceux qui connaissent la réalité du monde de la rue : ailleurs

---

<sup>1</sup> Citée par Elisabeth Munsch : *Enfants de la rue. Abidjan, Côte d'Ivoire*. BICE-Afrique et BICE-Deutschland, sans date, 12 p. multig.

<sup>2</sup> Les effectifs les plus forts étant Adjamé, puis Abobo, le Plateau et Treichville, les plus faibles à Cocody. On a, là encore, l'exacte cartographie du secteur informel.

<sup>3</sup> Dans ce lieu de toute première écoute qu'est le Centre de sauvetage, les enfants qui arrivent de la rue ont grandement tendance à exagérer l'aspect dramatique de leur situation : il faut beaucoup de temps et de patience pour qu'émerge enfin la vérité.

<sup>4</sup> Cette branche de tertiaires capucins (fondée au XIX<sup>e</sup> par Mgr Amigo, "le Don Bosco espagnol"), spécifiquement consacrée aux jeunes en grande difficulté, est implantée surtout en Espagne et en Amérique latine. Son équipe d'Abidjan (à l'époque, les Frères Isaac et Ramon) fait preuve d'un grand professionnalisme. A la suite de cette étude, ils ont créé le centre de formation professionnelle d'Amigodoumé, au bord de la lagune à Yopougon, avec peu de jeunes (venus d'autres foyers plutôt que directement de la rue), bien encadrés, et d'excellents résultats.

<sup>5</sup> La saison des pluies aurait (peut-être) montré une répartition spatiale légèrement autre, mais sans doute pas des effectifs très différents.

<sup>6</sup> Dans sa thèse, Léa Salmon le récuse d'une phrase ("un nombre grossièrement sous-estimé par rapport à la réalité", p. 121), mais sans appuyer sa critique sur autre chose que les enquêtes de l'UNICEF et de l'ENSEA. Ses propres investigations (originales et pertinentes quant aux filles) ont touché beaucoup d'enfants qui, en fait, ne sont pas complètement marginalisés : 62 % des 75 qu'elle a interrogés gardent un contact avec leur famille (33 % entre une fois par jour et une fois par semaine, et encore 13 % au moins une fois par mois, p. 212). Cf. Léa Salmon-Marchat : *Pauvreté urbaine et exclusion sociale en Côte d'Ivoire : une analyse socio-anthropologique des enfants de la rue d'Abidjan*. Paris X - Nanterre, 2001, 407 p. multig.

<sup>7</sup> L. Salmon constate elle-même que l'enquête UNICEF d'avril 1997 s'est déroulée en une seule semaine, donc "chaque enquêteur a interrogé en moyenne 14 à 15 enfants par jour. Ce chiffre est énorme pour ce type d'enquête. (...) Il est beaucoup trop élevé pour garantir une fiabilité des réponses..." (ibidem, p. 123). Il s'agissait de comptages faits le jour ; les enfants de la rue se recensent la nuit.

aussi, quand il y a des études sérieuses, on découvre des chiffres qui ne se comptent qu'en quelques centaines ou quelques milliers, y compris dans les mégapoles latino-américaines.

Sur ces 229 enfants, dont 4 % de filles, âgées de 11 à 14 ans (phénomène perçu comme nouveau à l'époque), 70 % étaient dans la rue depuis au moins deux années (bien que près de la moitié d'entre eux fussent âgés de moins de 13 ans), et 88 % n'avaient plus aucun contact avec leur famille (72 % ayant quitté un ménage composé d'un seul géniteur, ou d'autres parents plus ou moins éloignés).

L'enquête du BICE, qui avait inclus de nombreux entretiens avec les enfants, s'annonçait donc très féconde, mais elle n'a malheureusement pas été exploitée comme il l'aurait fallu<sup>1</sup>. La seule publication qui en est issue est un texte de 4 pages dans les actes du colloque de 1997<sup>2</sup>.

Sans pouvoir procéder à un dénombrement de la même rigueur, car son objectif n'est pas le même, l'ONG française Médecins du Monde a commencé, depuis plusieurs années, à aller rencontrer les enfants de la rue d'Abidjan sur leur terrain, afin de pouvoir les aider, les écouter, leur apporter quelques soins, et aussi les enregistrer. A partir de son centre d'accueil de Treichville, MdM organise, chaque semaine, trois tournées dans la rue le soir<sup>3</sup>, selon des itinéraires fixes, qui parcourent tour à tour Marcory, Port-Bouët, Treichville, Cocody, Yopougon... Les équipes passent un moment dans les principaux lieux où se regroupent les enfants à cette heure : soit des endroits particulièrement actifs la nuit, comme, à Cocody, le carrefour de l'église Saint-Jean et l'allocalodrome, à Marcory, les groupes des restaurants populaires dits "Les 1 000-Maquis" et "La Bâche-bleue", ou encore la rue Princesse de Yopougon (la plus forte concentration de tous les plaisirs), soit des coins tranquilles le soir, où l'on peut dormir assez tôt, comme le carrefour "Bracodi" à Marcory ou les alentours de l'aéroport de Port-Bouët. Chaque équipe rend compte des enfants qu'elle a rencontrés ou soignés. Le total est comptabilisé chaque mois.

Les responsables ont eu l'amabilité de me laisser consulter leurs tableaux, qui totalisent donc non pas le nombre des enfants, mais celui des contacts noués avec eux, qui sont la plupart du temps les mêmes d'une fois sur l'autre, que ce soit au même endroit ou ailleurs. Sont reproduites ci-dessous les données de janvier 2000 à mars 2001<sup>4</sup>. Précisons que les quartiers indiqués regroupent souvent deux ou trois sites différents, et aussi que le nombre d'enfants contactés peut dépendre largement du savoir-faire et du sens pédagogique de l'équipe qui vient les voir.

Le nombre des contacts avec les enfants varie du simple au double selon les mois : d'un total de 66 en janvier et 69 en décembre 2000 (et 76 en janvier 2001) à 110 en mai 2000, 122 en juin 2000, 127 en février 2001... Globalement, on tourne autour d'une moyenne de 97 ou 98 enfants. Parmi les explications possibles à de telles fluctuations, il semble évident que les fêtes de Noël et du Nouvel An incitent de nombreux enfants à s'éclipser, soit pour aller rendre visite aux leurs (y compris au village), soit pour s'installer quelques jours ou quelques semaines dans le foyer d'une ONG humanitaire, le temps d'y recevoir les cadeaux de saison. Dans les deux cas, on retourne ensuite dans la rue. Les pointes correspondent plutôt aux périodes de grandes pluies : on peut penser que les enfants les vivent avec plus de difficultés (notamment de santé), et qu'ils se montrent alors plus attentifs aux services que leur apportent les visiteurs de MdM. Par ailleurs, les trois premiers mois de 2001 montrent une nette progression par rapport à ceux de l'année précédente : la moyenne est passée de 82 à 102. Croissance objective de la population des enfants ou meilleure efficacité des équipes pour obtenir leur confiance ? Comment le savoir ? Sans doute un peu des deux...

<sup>1</sup> Très perplexe, la direction du BICE de l'époque me demanda un avis sur le projet de rapport (projet que les amiguiens avaient désavoué) : ce n'était, hélas, qu'un fatras de banalités livresques, qui ne valorisait en rien la richesse des informations obtenues. Il n'y a pas eu de suite - d'autant moins que, le responsable du rapport étant décédé quelque temps plus tard, tous les documents de base, que j'ai demandé à récupérer, ont été perdus.

<sup>2</sup> Hugues Ouizan-Bi : "Les enfants de la rue à Abidjan. De la recherche-action à l'action de terrain", in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 281-284, d'où sont extraits les chiffres cités ici.

<sup>3</sup> Pas au-delà de 22 h, à cause de l'insécurité déjà rampante en avril 2001.

<sup>4</sup> A l'exemption du mois d'octobre 2000, non répertorié.

Nombre d'enfants rencontrés de janvier 2000 à mars 2001, par commune.

	Plateau	Cocody	Adjamé	T.chville	Marcory	Pt-Bouët	Yopougon	TOTAL
Janvier 2000	1	4	-	23	19	13	6	66
Février	-	13	3	29	35	10	6	96
Mars	9	8	3	13	34	13	4	84
Avril	18	16	9	22	31	4	1	101
Mai	10	16	4	23	36	11	10	110
Juin	5	21	7	32	31	10	16	122
Juillet	20	19	7	11	18	14	13	102
Août	11	19	-	25	31	10	12	108
Septembre	4	17	12	15	36	7	12	104
Novembre	17	16	8	12	23	5	14	95
Décembre	12	13	6	10	17	3	8	69
Janvier 2001	7	16	9	12	19	5	8	76
Février	10	21	10	16	38	23	9	127
Mars	11	22	6	18	30	6	9	102
<b>TOTAL</b>	<b>135</b>	<b>221</b>	<b>84</b>	<b>262</b>	<b>398</b>	<b>134</b>	<b>128</b>	<b>1 362</b>
<b>Moyenne</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>19</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>98</b>

Notons aussi, au sein de certains quartiers, l'importance des variations selon les mois : au Plateau de 0 à 20 enfants, à Yopougon de 1 à 16, à Treichville de 11 à 32... Elles sont difficiles à interpréter : il suffit d'une rafle de la police pour provoquer un envol de tout le monde vers des cieux plus cléments. Mais elles démontrent clairement la mobilité des gamins. Au total, Marcory, avec ses divers sites, s'affiche la plupart du temps comme le quartier le plus attractif (11 mois sur 14, dont huit fois avec des effectifs dépassant 30 enfants), avec une moyenne globale de 28, devant Treichville (deux fois en tête et une moyenne de 19) et Cocody (en moyenne 16 enfants).

Adjamé, le plus grand quartier des activités informelles, exercées à tous les âges, paraît ici la commune la moins fréquentée : concurrence trop forte des enfants qui travaillent dans la rue ou, plus vraisemblablement, moindre pertinence du circuit de MdM<sup>1</sup> ? Il est certain qu'il y a des enfants de la rue dans plusieurs endroits d'Adjamé (y compris des filles<sup>2</sup>). Le foyer Akwaba, situé à Abobo, organise d'autres tournées de nuit dans les divers quartiers du nord de l'agglomération. Sur les fiches individuelles des enfants qui y sont accueillis, est noté le lieu où les enfants disent dormir "le plus souvent" : sur 31 réponses, 9 indiquent Adjamé (7 sa gare routière et 2 son allocodrome) ; 11 autres évoquent Yopougon (dont 9 la rue Princesse) et 4 Abobo, en divers points, non loin du foyer Akwaba lui-même. Pourtant situé tout au nord de l'agglomération, Akwaba a reçu des enfants qui en fréquentaient surtout le sud : aussi bien Marcory que Port-Bouët, et même l'aéroport, à plus de 30 kilomètres de là.

L'aire d'influence de Médecins du Monde, dans les sept communes parcourues, porte donc sur une centaine d'enfants et de jeunes qui se laissent approcher. Et les autres, les méfiants, combien peuvent-ils être ? Quand j'ai accompagné les équipes de MdM pendant leurs trois tournées, 83 enfants furent contactés. Dans chacun des sites, je leur ai demandé combien ils étaient sur place habituellement, ce à quoi ils ont répondu avec facilité -ils se connaissent bien les uns les autres- et le plus souvent avec précision ("Ici, nous sommes 26"), mais pas toujours ("Une vingtaine..."). Le total de leurs réponses fait environ 190 : 2,3 fois plus que ceux que nous avons observés. Multiplier le nombre moyen des contacts par ce coefficient donne 230 enfants de la rue. Comme il manque au réseau de MdM trois des communes de la ville, on peut estimer le total entre 300 et 350. Le Dr Anne-Marie Pignol, la fondatrice de l'action de MdM à Abidjan, qui a donc eu le temps de bien

<sup>1</sup> Ce qui n'a pas grande importance, puisque les Frères des Ecoles chrétiennes du foyer Akwaba y font aussi des tournées nocturnes, ainsi qu'à Abobo.

<sup>2</sup> Selon Léa Salmon (op. cit.), mais celles que l'on y voit sont avant tout des fillettes *dans* la rue.

connaître le milieu de ces enfants, se prononce pour un total de l'ordre de 400<sup>1</sup>. On ne peut que se rallier à cette estimation, qui reste dans l'échelle des grandeurs des observations du BICE en 1995.

En même temps, les enquêtes de Roger Navarro<sup>2</sup> dans les huit institutions de la ville qui hébergent des enfants de la rue<sup>3</sup>, en mai-juin 2001, aboutissent à un total d'environ 250 garçons pris en charge, et 5 filles. En 1995, fonctionnaient déjà le centre de sauvetage du BICE et la Case des enfants au Plateau, ainsi que le CEPA d'Adjamé ; ils accueilleraient alors, selon mes souvenirs, un total d'une bonne centaine d'enfants. La croissance du nombre des enfants pris en charge aurait donc été plus rapide (une multiplication par 2,5) que celle de ceux qui habitent la rue (multiplié par 1,8), sans parvenir à "éradiquer" le problème - mais celui-ci a donc été limité d'autant, et c'est un résultat déjà très appréciable.

Au total, l'effectif des enfants concernés, encore dans la rue ou sortis de la rue, aurait connu un doublement en une demi-douzaine d'années (d'un ordre de grandeur de 300 ou 350 à, aujourd'hui, 600 ou 700). Bien sûr, c'est beaucoup, et c'est trop. Mais ces volumes restent objectivement faibles quand on saisit la puissance des mutations sociales en cours. Dans une Côte d'Ivoire de plus en plus victime de son affaiblissement économique et des déchirements politiques provoqués par les ambitions des adultes, la seule chose étonnante est que le problème n'ait pas davantage explosé<sup>4</sup>.

#### IV - QUI SONT-ILS ?

Afin d'avoir une image aussi objective que possible des enfants de la rue comme phénomène social, il faut essayer d'en quantifier plus finement l'analyse. C'est possible grâce aux fiches que les divers foyers rédigent sur chacun de ceux qu'ils accueillent. Malheureusement, ces informations ne sont pas toujours très rigoureuses. En particulier, l'expérience montre que l'enfant qui vient d'arriver (surtout si ce n'est pas tout à fait de son plein gré) n'a, en général, aucune envie de raconter toute la vérité, rien que la vérité, à l'adulte qui l'interroge, bien assis derrière son bureau, le stylo à la main. Il faut toujours du temps avant d'obtenir suffisamment de confiance de la part de l'enfant pour qu'il se livre : s'il redoute d'être réexpédié de force dans la famille qu'il a fuie, il jurera avec des accents bouleversants de sincérité qu'il est orphelin de père, de mère, de grand-père et de grand-mère... Les fiches crédibles sont donc celles qui ont été retravaillées aussi longtemps qu'il le fallait (et souvent bien raturées), et qui comportent l'essentiel des informations (hélas, tout le monde ne prête pas attention aux mêmes données).

Grâce à la compréhension des principaux foyers d'accueil, j'ai pu consulter leurs fichiers, et exploiter 129 dossiers individuels d'enfants suffisamment complets<sup>5</sup>. On y trouve ainsi, de façon à peu près comparable, des informations précieuses sur l'âge, le lieu de naissance, l'ethnie, le niveau scolaire et la situation familiale de chacun.

---

<sup>1</sup> Communication personnelle, juillet 2002.

<sup>2</sup> En annexe hors-texte à ce rapport.

<sup>3</sup> Akwaba : 47 enfants, Amigo-Doumé : 24, BICE-Sauvetage : 49, Case des enfants : 19, CEPA : 40, Don-Bosco : 30 et les Namans : 20, enfin le Village Marie-Dominique pour les filles : 5. On n'a pas pris en compte ici le CREA, qui reçoit surtout des jeunes délinquants sortis de prison, ni le Centre Abel de Grand-Bassam, à la population assez composite : il ne s'agit que partiellement de vrais enfants de la rue.

<sup>4</sup> Il est probable que les violences récentes, depuis septembre 2002, et leurs retombées économiques désastreuses ont considérablement aggravé la situation, même si, un an plus tard, cela n'apparaît pas encore de façon évidente dans le paysage de la rue.

<sup>5</sup> Akwaba : 31 dossiers, BICE-Sauvetage : 16 fiches des années 1998-99 (c'est-à-dire celles qui ont eu le temps de "mûrir" - ce sont quand même celles où manquent le plus de réponses), la Case des enfants : 19 des années 1999-2001 et 23 de la période 1995-1996 (j'espérais repérer d'éventuelles évolutions - le résultat est en général peu convaincant : les deux ensembles ont donc été réunis, soit 42 enfants), Don Bosco : 22 et Médecins du Monde : 18.

### a) Age et durée dans la rue

Une partie seulement des fiches (soit 44, dans deux des foyers) mentionnent aussi le temps que l'enfant affirme avoir passé dans la rue -cela va d'une semaine à dix ans-, ainsi que son année de naissance (selon ses dires), ce qui permet de calculer l'âge auquel il a quitté les siens, en sachant que, bien sûr, tous ces chiffres ne peuvent qu'être assez approximatifs. Mais les ordres de grandeur sont parlants.

Age au départ

Durée	8 - 9 ans	10-11 ans	12-13 ans	14-15 ans	16-17 ans	Total
< un mois				4	1	5
1 à 6 mois			6	2	1	9
6 à 11 mois			1	1	1	3
1 an		1	7	1	1	10
2 ans	2	4			2	8
3 à 4 ans		1	3	1		5
5 à 10 ans	4					4
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>44</b>

L'âge moyen au moment de la fugue vers la rue est de 12 ans et demi, la durée moyenne de l'errance d'une année et demie, ce qui correspond bien aux observations empiriques. Peu d'enfants sont arrivés dans la rue très jeunes (âgés de moins de 10 ans), et peu y sont restés très longtemps. On ne peut que s'en réjouir : l'inverse serait de très mauvais augure. Mais il est surprenant de constater que, contrairement aux principes qu'affichent les ONG d'une priorité de principe à donner aux plus petits, ce ne sont pas les plus jeunes, les bambins les plus fragiles, qui se bousculent à la porte des foyers pour quitter la rue le plus vite possible. Au contraire : les jeunes qui ont passé le plus grand nombre d'années dans la rue affirment y être arrivés extrêmement petits, parfois à 8 ou 9 ans - ce qui, à vrai dire, laisse un peu sceptique : oubli des réalités d'un passé lointain ou une certaine vantardise, la grande fierté d'avoir su vivre dans la rue malgré toute sa dureté ? Là encore, sans doute un peu des deux...

De même, on peut s'étonner de ce que, souvent, les plus âgés au moment du départ vers la rue sont en même temps ceux qui y sont restés le moins longtemps : pour la plupart, quelques jours ou quelques semaines seulement. Il y a moins de raisons de mettre en doute la parole de ces aînés : c'est en fait la preuve que le monde de la rue exige la plus grande souplesse d'adaptation, que l'on possède à 12 ou 13 ans et déjà moins à 16 ou 17. La rue serait donc plus effrayante pour les plus grands ? Oui, car un jeune qui arrive dans la rue devra, s'il veut s'y faire une place, affronter le pouvoir des caïds de son âge, qui sont, eux, rompus depuis longtemps à toutes les difficultés et à toutes les techniques de survie, puisqu'ils ont commencé petits. On peut penser que le jeune homme qui rompt avec les siens basculera plutôt dans la délinquance que dans la marginalité. La rue forme un monde clos, où l'on n'entre plus quand on est trop vieux, mais où l'on reste longtemps, sauf si l'on ose un jour aller frapper à la porte d'un centre d'accueil...

### b) Les origines géographiques et ethniques

Les dossiers nous donnent les lieux de naissance de 104 de ces 129 enfants d'Abidjan. Ce qui frappe au premier abord est l'extrême éparpillement des réponses. 9 d'entre eux sont nés dans six pays étrangers : 2 au Bénin, 2 au Burkina Faso, 2 au Nigeria, et 1 au Ghana, au Liberia et au Mali (sans plus de précisions sur la localisation). 41 sont nés dans l'agglomération abidjanaise : de très loin le plus fort contingent. Les 54 autres sont nés ailleurs en Côte d'Ivoire, dans une extraordinaire diversité des lieux : pas moins de 31 sous-préfectures différentes (sans que, hélas, dans la plupart des cas, nous puissions distinguer si les enfants proviennent du chef-lieu ou de la zone rurale). La seule concentration notable est Bouaké, la deuxième ville du pays (avec un demi-million d'habitants), d'où viennent 7 enfants, devant Daloa et Bondoukou (4), puis Korhogo et

Yamoussoukro (3). Sept autres villes (ou sous-préfectures) ont vu naître deux enfants, et les dix-huit autres chacune un seul.

Par région<sup>1</sup>, l'éparpillement est le même : 1 seul enfant est né au Sud-Ouest, dans la ville de San Pedro. 5 viennent du Sud, dans un rayon de 100 km autour d'Abidjan, de Grand-Lahou à Tiassalé et à Agboville, et 3 autres du Sud-Est (Aboisso, Bonoua, Adiaké), 10 d'un grand Est allant d'Adzopé jusqu'à Bondoukou. 12 sont nés dans le centre de la Côte d'Ivoire (de Yamoussoukro à Katiola, de part et d'autre de Bouaké), 3 seulement au Nord (tous à Korhogo), 4 au Nord-Ouest (de Touba à Odienné), et surtout 15 dans onze villes de l'Ouest, tout autour de Daloa : Gagnoa, Bouaflé, Vavoua, Duékoué, Soubré... C'est donc bien l'intégralité du territoire ivoirien qui est concerné, du moins dans toutes ses régions actives, celles qui sont les plus ouvertes sur le monde moderne, les mouvements de population, les mutations sociales...

Dans un pays au peuplement aussi brassé, le lieu de naissance n'est pas la seule information significative. Il faut la croiser avec l'origine ethnique et les spécificités culturelles, qui pourraient expliquer certains comportements des enfants.

Pour essayer d'introduire quelque clarté dans l'éclatement extrême des lieux de provenance, on classera ici les enfants en cinq grandes catégories : les natifs de la ville d'Abidjan, les "autochtones", c'est-à-dire ceux qui sont nés dans leur région d'origine<sup>2</sup>, que ce soit en Côte d'Ivoire ou dans un autre pays (ils sont donc venus en ville plus tard, sans que l'on puisse savoir si c'est dans le dos de leur mère ou de leur propre chef<sup>3</sup>), enfin les "migrants", ceux dont les parents, soit ivoiriens soit étrangers, habitaient déjà un endroit, ville ou village, de Côte d'Ivoire dont ils ne sont pas originaires. L'hypothèse est bien sûr que, plus la famille a été déracinée, plus sont grands les risques de son délitement, et d'abord dans la grande ville : y a-t-il ici une spécificité du fait urbain ? On ne peut le savoir pour les petites villes, mais les enfants de la rue nés à Abidjan présentent-ils des caractéristiques quelque peu différentes des autres ?

Nous connaissons par les dossiers l'origine ethnique ou la nationalité de 112 enfants de la rue<sup>4</sup>. Sont représentées parmi eux une vingtaine d'ethnies ivoiriennes, ainsi que sept nationalités étrangères. Remarquons tout de suite que ces dernières concernent un peu plus du quart du total des enfants<sup>5</sup>. On a regroupé ici les groupes culturels en grands ensembles en fonction de la géographie du pays. Là encore, l'éparpillement est étonnement fort. Il faut noter la très faible présence des ethnies du Sud, c'est-à-dire les plus proches d'Abidjan (un seul enfant chez les Abé, Abouré, Adioukrou, Ebrié et Nzima). Les peuples de l'Est sont un peu plus présents (13, surtout des Agni : 8, et des Abron : 4). Les Baoulé du Centre (le quart de la population ivoirienne) ne sont que 15, soit un huitième du total des enfants, mais c'est le plus fort contingent issu d'une seule ethnie. Les originaires du Nord et du Nord-Ouest sont 20 (4 Sénoufo et 16 des divers groupes mandingues et musulmans communément qualifiés par le mot de Dioula). Ce sont les peuples de l'Ouest qui fournissent les plus gros contingents, c'est-à-dire le quart des enfants (13 Bété, 8 Dan, 4 Wè...).

Les ressortissants étrangers, auxquels l'opinion publique attribue volontiers la quasi-totalité des méfaits dont souffre la ville, ne sont en réalité que 27 % des enfants de la rue<sup>6</sup>. On peut

<sup>1</sup> Il s'agit ici d'entités géographiquement cohérentes, non des découpages administratifs officiels.

<sup>2</sup> Impossible de détecter ceux dont la famille aurait déjà migré du village ancestral vers la petite ville voisine.

<sup>3</sup> Ou encore s'il s'agit d'enfants "confiés" par leurs géniteurs à la branche citadine de la famille. C'est un phénomène massif, qui concerne surtout les filles, dont c'est l'un des principaux processus d'exploitation. Fr. Tinel et Y. Guichaoua mentionnent ainsi qu'à Yopougon, en 1997, "60 % seulement des enfants confiés sont scolarisés alors que 90 % des enfants biologiques le sont, (...) et seules 48 % des filles confiées fréquentent l'école, les autres étant placées comme aides familiales." (op. cit., p. 439)

<sup>4</sup> Est quelquefois mentionné le fait que le père et la mère sont d'origines différentes (ce qui est souvent un facteur de fragilité des couples). Pour simplifier, on n'a tenu compte ici que de l'ethnie du père.

<sup>5</sup> Alors que c'est le tiers de la population totale du pays qui est composé de ressortissants étrangers.

<sup>6</sup> Vingt ans plus tôt, la part des étrangers dans les jeunes poursuivis pour faits de délinquance à Abidjan (dont seule une partie était des enfants de la rue) était de 32 %, dont 10 % de Burkinabè, 6 % de Guinéens, 5 % de Maliens... Cf. de l'auteur : "Les jeunes délinquants d'Abidjan : une approche quantitative", in MARJUVIA, op. cit., pp. 432-445 (ici p. 434).

distinguer parmi eux les originaires des pays côtiers, qui fournissent à la Côte d'Ivoire plutôt des cadres et des techniciens (le Bénin : 5 enfants, le Nigeria : 3, le Ghana et le Libéria : 1 chacun, soit 9 % du total des enfants), et, deux fois plus nombreux (18 %), ceux des pays voisins soudano-sahéliens : la Guinée (7 enfants), le Mali (4) et surtout le Burkina Faso (10, de plusieurs ethnies) dont les migrants appartiennent à deux catégories bien distinctes : les commerçants citadins (les vrais "Dioula"), et les manœuvres agricoles, aux problèmes sociaux bien différents. Toutes ces nuances pourraient nous faire comprendre les histoires, toutes singulières, de ces enfants hors des normes, mais il nous est malheureusement impossible d'aller ici plus avant dans les détails.

Revenons aux catégories d'enfants déterminées plus haut, et confrontons-les à leurs origines culturelles.

Région d'origine	Nés à Abidjan	"autochtones"	Nés en migration	Lieu inconnu	<b>Total</b>	%
SUD	3	1	-	1	<b>5</b>	4,5 %
EST	1	9	-	3	<b>13</b>	11,5 %
CENTRE	4	3	2	6	<b>15</b>	13,5 %
OUEST	13	5	7	3	<b>28</b>	25,0 %
NORD et NW	5	4	8	3	<b>20</b>	18,0 %
Etranger	11	9	7	4	<b>31</b>	27,5 %
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>31</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>112</b>	100 %

Pour les enfants dont on connaît à la fois l'ethnie et le lieu de naissance (soit 93), 40 % sont nés à Abidjan, un tiers dans leur région d'origine et un gros quart en situation de migration. Les enfants originaires du Sud proche sont surtout nés à Abidjan, ceux de l'Est surtout chez eux. A part ces deux cas, les autres situations sont moins tranchées. La capitale a vu naître un peu plus de 50 % des enfants provenant de l'Ouest, un peu moins de la moitié de ceux du Centre et des étrangers, et un petit tiers de ceux originaires du Nord et Nord-Ouest (ces derniers sont surtout nés en migration, conformément à la grande mobilité de ces populations très anciennement islamisées et urbanisées). Existe-t-il une différence selon que les enfants sont nés soit dans la métropole soit ailleurs ? Dans les deux cas, la proportion d'enfants étrangers est la même (30 %) ; le poids des originaires de l'Ouest est nettement plus fort parmi les natifs d'Abidjan (35 %) que parmi ceux nés ailleurs (22 %), et un peu plus fort pour les Baoulé (11 % au lieu de 9 %), mais sensiblement moins pour ceux de l'Est et surtout du Nord (14 % au lieu de 22 %), dont on retrouve ici la situation de diaspora à travers toute la Côte d'Ivoire.

En conclusion, ces nuances ne paraissent pas vraiment significatives. Ce qui s'impose, c'est la grande diversité des enfants de la rue, tout à fait à l'image de celle de la ville, qu'aucun groupe ne peut dominer. Mais ce qui distingue nettement les adultes des enfants, c'est que ces derniers, quelle que soit leur origine, cohabitent sans aucun problème et fraternisent en fonction des personnes, non des étiquettes. Qui, alors, fait preuve de maturité ?

Autre interrogation que l'on ne peut ici qu'esquisser : dans quelles conditions ceux qui ont migré sont-ils venus à Abidjan, s'ils étaient assez grands pour en avoir fait le choix eux-mêmes ? Ont-ils été simplement attirés par la grande ville, ou chassés de leur point de départ ? Sur cette question essentielle (car elle conditionne largement les relations ultérieures avec la famille), les informations sont malheureusement rares. En fait, beaucoup sont venus avec leurs parents, et c'est l'intégration urbaine de ceux-ci qui a fait problème. D'autres, en général plus âgés (mais pas toujours), disent avoir choisi eux-mêmes de venir tenter leur chance dans la capitale "pour trouver du travail", ou du moins un meilleur gagne-pain (comme ce petit d'Abengourou qui a commencé son errance en cirant les chaussures dans sa ville natale), parfois dans l'espoir (déçu) de rejoindre un parent, qui reste introuvable dans le labyrinthe urbain. Quelques uns ne concèdent comme

explication de leur fugue que "le goût de l'aventure", voire "pour découvrir Abidjan"<sup>1</sup>. D'autres, plus nombreux, étaient en situation plus visiblement conflictuelle, quand ils disent avoir voulu poursuivre en ville une scolarité qu'on leur refusait au village, ou par refus du travail agricole, ou encore, plus simplement et plus souvent, pour fuir une famille maltraitante.

### c) Le niveau scolaire des enfants de la rue

Quel bagage intellectuel avaient les enfants au moment où ils sont arrivés dans la rue ? Le niveau atteint par les enfants au moment de leur entrée dans un centre d'accueil est une information qui intéresse beaucoup les ONG<sup>2</sup>, car elles considèrent -tout à fait à juste titre- que la rescolarisation (ou le premier accès à l'école) est une démarche essentielle pour la réinsertion sociale des enfants marginalisés. Sur les 95 dossiers qui mentionnent la plus haute classe atteinte par l'enfant avant son accueil, on constate qu'une forte majorité d'entre eux ont fréquenté peu ou prou l'institution scolaire. Seuls 5 % des enfants n'y ont jamais mis les pieds, et 8 % ont fréquenté l'école coranique<sup>3</sup>. 76 % ont suivi (et abandonné) l'école primaire : 11 % le cours préparatoire, 39 % le cours élémentaire (c'est le niveau médian de l'échantillon) et 26 % le cours moyen. Enfin, 11 % des enfants avaient atteint le secondaire : 8 % les classes de sixième et cinquième, et même 3 % la classe de troisième, ce qui n'est pas négligeable.

Niveau scolaire

	- 0 -	CP	CE	CM	collège	école coran.
Nés à Abidjan	-	4	13	5	2	-
Autochtones ivoiriens	1	-	7	7	2	1
Autochtones étrangers	-	1	3	-	-	2
Migrants ivoiriens	-	1	3	3	2	2
Migrants étrangers	1	-	1	-	-	3
Lieu de naiss. et/ou ethnie inconnu(s)	3	4	10	10	4	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>37</b>	<b>25</b>	<b>10</b>	<b>8</b>

Les origines réservent ici peu de surprises, quand on dispose de l'information complète. On s'en doute, le phénomène de l'école coranique<sup>4</sup> concerne exclusivement les petits musulmans, qu'ils soient "Dioula" ivoiriens, burkinabè, maliens ou guinéens. On notera seulement qu'aucun de ceux-ci n'est natif d'Abidjan. Qu'ils soient nés ailleurs en Côte d'Ivoire ou chez eux, les enfants de nationalité étrangère sont les moins scolarisés, et aucun d'entre eux n'a atteint le secondaire. Pour les Ivoiriens, avoir migré ou non ne change pas grand-chose. Par contre, la différence entre les Abidjanais de

<sup>1</sup> Les déplacements ne sont pas à sens unique : il arrive aussi que les natifs d'Abidjan circulent dans le pays, pour de nombreuses raisons. L'un d'eux raconte ainsi avoir voyagé partout dans les bus, quand il avait une dizaine d'années, non par goût du tourisme, mais pour voler les voyageurs...

<sup>2</sup> Seules les fiches de Médecins du Monde ont oublié cette mention.

<sup>3</sup> Il s'agit d'écoles fixes, sans le recours à la mendicité des élèves (*talibé*) qui caractérisent les écoles coraniques des villes de la zone soudano-sahélienne.

<sup>4</sup> Sauf un cas que l'on évoquera plus loin, il s'agit toujours ici d'une école fixe, qui scolarise les enfants de son quartier, et non des enfants itinérants comme au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso.

naissance et les autres est qu'aucun des premiers n'a ignoré l'école officielle (pas de non-scolarisé, pas d'élève coranique), mais ils ont en général plafonné assez vite (54 % se sont arrêtés au niveau du CE, et 21 % en CM ; seuls 8 % ont atteint le secondaire). Les autres enfants ont eu des cursus scolaires sensiblement plus diversifiés : 5 % de non-scolarisés, 5 % de niveau CP, 36 % de CE, 26 % de CM et 10 % de collégiens, enfin 18 % d'anciens des écoles coraniques.

Le fait d'avoir dans les dossiers de la Case des enfants deux séries à quelques années de distance (1995-96 et 1999-2001) peut donner une idée de l'évolution de ce niveau scolaire. La médiane des enfants accueillis serait ainsi passée du CE 2 au CM 2 : deux années d'école en plus. Bien sûr, les effectifs en question sont faibles, donc pas très convaincants. Mais on peut quand même se dire que, s'il y avait eu ces dernières années un net recul du taux de scolarisation, on l'apercevrait. Ce n'est pas dans une crise globale de l'école qu'il faut chercher la raison majeure de la fuite d'enfants vers la rue.

#### **d) La situation familiale des enfants**

Plusieurs ONG veulent ramener à tout prix l'enfant dans sa famille le plus vite possible ; d'autres, plus réalistes, ne croient guère que cela soit faisable à court terme. Mais toutes attachent également la plus grande importance au contexte familial de l'enfant en difficulté, qui va conditionner leurs stratégies de réinsertion. Toutes les fiches individuelles comportent donc des indications sur ce sujet. Mais, on l'a dit, tant qu'il n'est pas pleinement en confiance, l'enfant risque fort de se protéger par toutes sortes de mensonges pour empêcher que l'on retrouve les siens. Seules peuvent donc être exploitées scientifiquement les données qui ont été suffisamment vérifiées et mûries - ce qui paraît le cas de celles que j'ai examinées et retenues.

Mentionnons tout d'abord que certaines causes spécifiques de la marginalisation des enfants, importantes dans d'autres pays, sont ici très rares - et il s'agit d'ailleurs d'étrangers, chacun unique dans sa catégorie. Ainsi, pour ce qui est du glissement des enfants *dans* la rue aux enfants *de* la rue, un seul, très pauvre, a commencé par un petit travail informel : un Dioula burkinabè, né à Abidjan, négligé par ses parents (ni scolarisé ni nourri), est venu de lui-même, à l'âge de 10 ans, laver les assiettes à l'allocodrome de Cocody, puis il a vite cessé de regagner le toit familial pour la nuit, et trouvé plus rentable de mendier. On note un réfugié de guerre : le seul Libérien de notre échantillon, qui ignore tout de ce qu'est devenue sa famille (qui ne souffrait d'aucun problème particulier)<sup>1</sup>, et un Béninois qui, à l'âge de 12 ans, a été victime d'un trafic d'enfants depuis son pays<sup>2</sup>. Enfin, un seul cas relève du phénomène des "talibé fugeurs"<sup>3</sup> (catégorie qui fournit à elle seule la moitié des gamins de la rue à Ouagadougou) : un petit Burkinabè, qui a commencé sa carrière d'enfant en rupture dans les rues de Bobo-Dioulasso, avant de se débrouiller pour prendre le train jusqu'à Abidjan.

C'est donc bien au sein des familles qu'il faut aller chercher les raisons essentielles, et la réponse est d'une grande clarté : seuls 15 % des enfants (y compris le petit talibé burkinabè et le réfugié libérien) disent avoir leurs parents qui vivent ensemble - ce qui ne veut pas dire de façon harmonieuse. 32 % sont orphelins (14 % de père, 10 % de mère, 8 % des deux), ce qui est une valeur moyenne par rapport aux autres situations que j'ai étudiées : ils sont beaucoup plus nombreux à Bujumbura (85 %), société solide bouleversée par la guerre civile, et nettement moins à Lomé (20 %), avec une vieille bourgeoisie citadine caractérisée depuis longtemps par son instabilité conjugale<sup>4</sup>. Enfin, et surtout, 53 % des enfants ont leurs parents séparés<sup>5</sup>, quelle qu'en soit la raison. Un parent parti ou un parent décédé, la résonance affective n'est bien sûr pas la même, mais le résultat est semblable : cela signifie presque toujours un remariage ultérieur de l'adulte subsistant, situation toujours potentiellement conflictuelle pour l'enfant du premier lit. Quelle que soit la

<sup>1</sup> Il est à craindre que cette catégorie ne se soit terriblement développée maintenant.

<sup>2</sup> "Vendu par sa mère", dit-il, et envoyé avec six autres petits Béninois pour fabriquer des briques de terre à San Pedro, en 1995. Il s'est enfui au bout d'un an et demi.

<sup>3</sup> L'enfant ayant été confié par ses parents au marabout "pour son bien", pour la promotion sociale que doit lui assurer une formation coranique au loin, il est inconcevable que, si martyrisé soit-il, il puisse retourner chez lui.

<sup>4</sup> Voir de l'auteur, entre autres : "Les *smallvi* ne sont pas des *gbevouvi* : histoire de la marginalité juvénile à Lomé", in MARJUVIA : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, op. cit., pp. 248-280.

<sup>5</sup> Y compris 1,5 % de "père inconnu".

diversité des situations vécues, pour ces 85 % d'enfants de foyers brisés, les dossiers égrènent le plus souvent la même litanie : "conflit avec la marâtre", "conflit avec le beau-père"...

La cause est entendue : les enfants de la rue d'Abidjan y sont pour les mêmes raisons que leurs homologues de partout : la crise de la cellule familiale, que ce soit à cause des malheurs de la vie ou du fait de la défaillance et de l'irresponsabilité des adultes<sup>1</sup>.

On peut approfondir la question en confrontant ces situations aux catégories d'origine.

	Parents séparés	Orphelin de père	Orphelin de mère	Orphelin complet	Parents unis	<b>Total</b>
Nés à Abidjan	19	4	8	4	6	<b>41</b>
Autochtones ivoiriens	13	3	2	2	3	<b>23</b>
Autochtones étrangers	5	1	-	-	3	<b>9</b>
Migrants ivoiriens	9	2	-	1	5	<b>17</b>
Migrants étrangers	2	4	-	-	1	<b>7</b>
Naiss. hors Abj., ethnie inconnue	3	3	-	-	1	<b>7</b>
Lieu de naiss. inconnu	17	1	3	3	1	<b>25</b>
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>20</b>	<b>129</b>

Quelques différences apparaissent donc ici, tempérées par l'inégalité des volumes entre les enfants nés à Abidjan et les autres situations. Les enfants aux parents unis sont 15 % à Abidjan, la même proportion que pour l'ensemble ; ils sont plus nombreux chez les migrants ivoiriens (30 %) et chez les étrangers nés dans leur propre pays (33 %, mais ils sont peu fréquents), un peu moins dans les autres cas. Les orphelins sont plus nombreux chez les migrants étrangers. Les enfants de parents séparés sont surtout sensibles chez les Ivoiriens, qu'ils soient autochtones des régions ou migrants. Ce ne sont que des nuances...

Pour donner une image globale, les proportions entre enfants nés à Abidjan ou ailleurs se présentent ainsi :

	Abidjan	Ailleurs
Parents séparés :	46 %	51 %
Parents décédés :	39 %	28 %
Parents unis :	15 %	21 %

Ici, les écarts imputables à la spécificité du milieu urbain ne sont pas négligeables. On conçoit sans peine que les familles restées unies soient moins nombreuses dans la capitale, dont le mode de vie se prête à leur délitement. Surtout, on voit que les orphelins y sont nettement plus fréquents parmi les enfants de la rue : certainement une baisse de la capacité des familles étendues à prendre en charge les enfants qui ont perdu leur soutien direct. Mais, partout, ce sont bien les parents séparés qui sont le cas de figure dominant.

<sup>1</sup> Relevons parmi les professions des pères, quand elles sont indiquées, la présence de plusieurs gendarmes, militaires et policiers, ainsi que de cadres supérieurs, comme un enseignant et un avocat...

La conclusion de ces diverses approches des enfants de la rue d'Abidjan est claire. La situation n'est pas dramatique (quelles que puissent être les souffrances individuelles d'enfants qui sont, avant tout, en conflit avec leurs parents), car ils sont relativement peu nombreux, et ils ne sont pas structurés en bandes. L'ampleur des mutations de la société ivoirienne dans son ensemble pouvait nous laisser redouter une situation pire. Provenant de toutes les régions du pays et de toutes ces composantes culturelles, ces enfants représentent même, inconsciemment, l'une des formes d'unité de la Côte d'Ivoire. Dans une ville où il y a beaucoup d'argent à gagner et où ils circulent comme ils le veulent<sup>1</sup>, ils se débrouillent aisément pour la satisfaction des besoins qu'ils ressentent. De ce fait, ils n'éprouvent guère le désir de changer de vie, malgré leurs carences affectives. Il est facile de sympathiser avec eux, beaucoup moins de leur faire admettre qu'ils peuvent revenir à une vie plus normale à leur âge, et se préparer un avenir. Leur passion de la liberté est en général si forte qu'elle surpasse l'attrait des solutions que leur proposent de nombreuses institutions sérieuses, et dont ils sont familiers<sup>2</sup>.

Autrement dit, il faisait assez bon vivre dans la rue à Abidjan en 2001 et 2002. Mais quand est-il depuis la crise politico-militaire actuelle, qui ruine le pays ? Même si, à première vue, les signes d'une aggravation importante ne sont pas manifestes, il est à craindre que, désormais, les choses ne se présentent plus de façon aussi plaisante pour les enfants en rupture avec les adultes. Leur nombre dans la rue ne risque pas de diminuer pour autant, bien au contraire...

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANTOINE Philippe, DUBRESSON Alain et MANOU-SAVINA Annie : *Abidjan "côté cours"*. Paris, Karthala et ORSTOM, 1987, 277 p.
- CONTAMIN Bernard et MEMEL-FOTE Harris (éd.) : *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*. Paris, Karthala et ORSTOM, 1997, 802 p.
- DENOT Christine : "La vie d'Inox, l'enfant d'acier d'Abidjan" in "MARJUVIA" (Y. Marguerat et D. Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*. Paris, Fayard, 1994, 628 p. (pp. 475-491).
- DIOMANDE Mamadou : *Etude de la santé des enfants de la rue d'Abidjan*. Doctorat en médecine, Université d'Abidjan-Cocody, 2001, 125 p. multig.
- JACQUEMIN Mélanie : "Les petites bonnes de Côte d'Ivoire entre le village et la ville : L'exemple des jeunes migrantes du Nord-Est au travail à Abidjan", à paraître in *Jeunes marginalisées*, la revue du GREJEM, n° 2.
- GIBBAL Jean-Marie : *Citadins et villageois dans la ville africaine*. Paris, Maspéro, 1974, 398 p.
- HERAULT Georges et ADESANMI Pius (éd.) : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*. Ibadan, IFRA, 1997, 419 p.
- KOSSONOU K. Olivier et AYO A. Antoinette : *Synthèse des études réalisées sur les enfants en circonstances extrêmement difficiles (enfants de/dans la rue)*, Abidjan, Ministère de la Santé et de la Protection sociale et UNICEF-Côte d'Ivoire, 1998, 98 p. multig.
- LATOUR Eliane de : "Métaphores familiales dans les ghettos de Côte d'Ivoire", *Autrepart* n° 18, 2001, pp. 151-167.
- LATOUR Eliane de : "Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque", *Autrepart* n° 19, 2001, pp. 155-176.

---

<sup>1</sup> Ainsi le jeune R, que j'avais connu en 2001 au carrefour de Marcory. Il était en 2002 devant l'église Saint-Jean de Cocody. En 2003, il vit au marché de la Riviéra, pour fuir tous les gens de Cocody qu'il a plus ou moins escroqués et ses créanciers (l'un d'eux lui a écrasé un orteil avec une pierre pour le punir de ne pas rembourser). Il est toujours aussi beau parleur et habile comédien, mais il n'a toujours aucune intention de saisir les opportunités possibles de changer de vie.

<sup>2</sup> Mais peut-être sont-elles, avec leurs nombreux salariés, un peu trop impersonnelles dans leur contact avec les enfants. Si je puis me permettre un conseil, il manque dans le dispositif abidjanais des formes d'accueil de taille très réduite, afin d'être plus personnalisées et plus souples : de toutes petites unités de vie, mieux adaptées aux cas les plus difficiles, notamment pour les plus âgés et les plus caractériels, qui sont les plus demandeurs de relations affectives et ont besoin de garder le plus possible de leur autonomie.

- LE PAPE Marc : *L'Energie sociale à Abidjan. Economie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*. Paris, Karthala, 1998, 166 p.
- LEIMDORFER François et MARIE Alain : *L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*. Paris, Karthala, 2003, 402 p.
- MARIE Alain (éd.) : *Une Afrique des individus ? Itinéraires citoyens dans la société contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. Paris, Karthala, 1997, 438 p.
- "MARJUVIA" (Y. Marguerat et D. Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*. Paris, Fayard, 1994, 628 p.
- MARGUERAT Yves : "Les jeunes délinquants d'Abidjan : une approche quantitative", in MARJUVIA, op. cit., pp. 432-445.
- MUNSCH Elisabeth : *Enfants de la rue. Abidjan, Côte d'Ivoire*. BICE-Afrique et BICE-Deutschland, sans date, 12 p. multig.
- OUIZAN-BI Hugues : "Les enfants de la rue à Abidjan. De la recherche-action à l'action de terrain", in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 281-284,
- SALMON-MARCHAT Léa : *Pauvreté urbaine et exclusion sociale en Côte d'Ivoire : une analyse socio-anthropologique des enfants de la rue à Abidjan*. Thèse de doctorat en sociologie, Paris X - Nanterre, 2001, 407 p. multig.
- SISSOKO Alain : "Abidjan, une situation relativement bien maîtrisée ?", in G. Héroult et P. Adesanmi (op. cit.), pp. 247-279.
- TANON-PELLISSIER Fabienne : "A la rencontre des enfants d'Abidjan (Côte d'Ivoire)", *Cahier de Marjuvia* n° 3, second semestre 1996, pp. 14-26.
- TAPINOS Georges Photios, HUGON Philippe et VIMARD Patrice (éd.) : *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Défis démographiques et développement durable*. Paris, Karthala, 2001, 498 p.
- TINEL François et GUICHAOUA Yvan : "Les jeunes : une génération à la croisée des cultures", in Georges F. Tapinos et al. : op. cit., pp. 435-470.
- TOURÉ Abdou : *Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au secours de la "conjoncture"*. Paris, Karthala, 1985, 290 p.
- VIDAL Claudine : "Du rêve au réalisme : des citoyens sans illusions", in B. Contamin B. et H. Memel-Fotê (op. cit.), pp. 655-665.